

2013

JANVIER-MARS
2014

AVRIL-JUIN
2014

JUILLET-SEPT
2014

OCT-NOVEMBRE
2014

DÉCEMBRE 2014
FÉVRIER 2015

MARS-JUIN
2015

JUILLET-SEPT
2015

OCT-DÉCEMBRE
2015

2016-2017

> MARS 2013

- annonce du « choc de simplification » par le Président de la République

> JUILLET 2013

- 124 mesures de simplification pour les entreprises et 56 pour les particuliers

> AVRIL 2013

- pré-plainte en ligne

> MAI 2013

- déclaration unique de décès aux organismes sociaux

> SEPTEMBRE 2013

- suppression de l'indicateur de la Banque de France signalant les dirigeants ayant connu un dépôt de bilan au cours des trois dernières années (indicateur 040)

> OCTOBRE 2013

- réduction des délais de contentieux dans les procédures d'urbanisme

> JANVIER 2014

- mise en place du Conseil de la simplification pour les entreprises

> JANVIER 2014

- recensement citoyen sur internet (Journée défense et citoyenneté)

> FÉVRIER 2014

- téléservice pour la création et la modification d'une association

> JANVIER 2014

- 17 premières démarches simplifiées par le programme « Dites-le-nous une fois »

> FÉVRIER 2014

- mise en ligne du portail « Mes démarches » pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt

> AVRIL 2014

- 50 mesures du Conseil de la simplification pour les entreprises

> JUIN 2014

- 50 mesures de simplification pour la construction

> MAI 2014

- suivi du passeport en ligne

> AVRIL 2014

- allègement des déclarations relatives à la participation des employeurs à l'effort de construction
- alignement des dates de dépôt des liasses fiscales et de relevé de solde d'impôt sur les sociétés

> MAI 2014

- simplification de l'avis d'acompte TVA

> JUIN 2014

- ouverture du répertoire des aides publiques en ligne

> JUILLET 2014

- consultation nationale « Faire simple » pour les particuliers

> JUILLET 2014

- extension à 2 ans de la validité de la Carte européenne d'assurance maladie (CEAM)

> SEPTEMBRE 2014

- demande d'allocation de rentrée scolaire 100 % dématérialisée

> JUILLET 2014

- expérimentation de la simplification des transports exceptionnels dans le Nord-Pas-de-Calais
- réduction de la moitié des frais d'immatriculation au registre du commerce

> SEPTEMBRE 2014

- expérimentation de l'autorisation unique pour les Installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à la loi sur l'eau

> OCTOBRE 2014

- 50 mesures du Conseil de la simplification pour les entreprises

> NOVEMBRE 2014

- 40 mesures pour simplifier la vie des Français

> OCTOBRE 2014

- mes-aides.gouv.fr, simulateur de calcul des prestations sociales

> OCTOBRE 2014

- allègement des obligations d'établissement et de publication des comptes des PME et TPE
- simplification de la réglementation pour moderniser les ascenseurs existants

> NOVEMBRE 2014

- Marché public simplifié (MPS) pour toutes les offres
- lancement d'Aide publique simplifiée (APS)

> NOVEMBRE 2014

- silence vaut accord pour 1 200 procédures de l'État

> DÉCEMBRE 2014

- mesures de simplification proposées par la Conférence nationale du handicap
- loi relative à la simplification de la vie des entreprises

> DÉCEMBRE 2014

- dossier unique de demande de logement social

> JANVIER 2015

- paiement d'amendes par smartphone
- accès immédiat au résultat du permis de conduire

> FÉVRIER 2015

- suivi en ligne des dossiers de contravention

> DÉCEMBRE 2014

- libre choix de la signalétique de l'information sur la disponibilité des pièces détachées

> JANVIER 2015

- charte instituant la non-rétroactivité fiscale
- publication à date fixe des instructions fiscales
- assouplissement des règles de signalétique des consignes de tri des emballages

> FÉVRIER 2015

- procédure intégrée pour accélérer la construction de logements

> JUIN 2015

- 52 mesures du Conseil de la simplification pour les entreprises
- 40 nouvelles mesures pour simplifier la vie des Français

> MARS 2015

- dématérialisation des timbres fiscaux pour les passeports
- préparation en ligne de la procuration de vote

> AVRIL 2015

- extension à 5 ans de la durée d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés lorsque le taux d'invalidité excède 50 %

> MAI 2015

- allègement des preuves de la qualité d'héritier pour les petites successions

> MAI 2015

- déploiement de la Déclaration sociale nominative (DSN) pour 15 000 entreprises
- facilitation du recrutement d'apprentis

> JUIN 2015

- généralisation de Marché public simplifié (MPS) pour les marchés à procédure adaptée de l'État
- possibilité de convoquer une assemblée générale par courrier électronique pour les SARL

> AOÛT 2015

- version enrichie de net-particulier.fr, le site du particulier employeur

> SEPTEMBRE 2015

- suppression de la double déclaration de grossesse à l'Assurance maladie et à la CAF

> JUILLET 2015

- extension du Titre emploi service entreprise (TESE) aux entreprises jusqu'à 19 salariés
- suppression de l'obligation de dépôt des actes de création des sociétés commerciales auprès des services fiscaux
- réduction à 5 mois du délai de délivrance maximum des permis de construire

> AOÛT 2015

- extension des expérimentations d'autorisation unique et de certificat de projet

> SEPTEMBRE 2015

- nouvelle version de service-public.fr

> OCTOBRE 2015

- contestation en ligne d'une amende radar

> NOVEMBRE 2015

- échanges entre l'administration et les notaires pour les extraits d'actes d'état civil établis à l'étranger
- harmonisation des pièces justificatives demandées aux locataires

> OCTOBRE 2015

- simplification des exigences de garanties financières pour les Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
- assouplissement de la transmission des fiches de police pour les hébergements touristiques
- clarification de la procédure d'immatriculation des agents de voyages et opérateurs

> NOVEMBRE 2015

- premier « atelier impact entreprises »

> DÉCEMBRE 2015

- déploiement des principaux modules du Guichet unique national de dédouanement (GUN)
- garantie d'avoir une réponse opposable de l'administration sur l'application d'une norme

> NOVEMBRE 2015

- 270 nouvelles procédures pour lesquelles le Silence vaut accord (SVA) pour les collectivités territoriales et des organismes de sécurité sociale
- saisine par voie électronique, droit de saisir l'administration en ligne pour toute démarche

> JANVIER 2016

- renouvellement de la carte Vitale en ligne

> PREMIER TRIMESTRE 2016

- guichet unique de demande de retraite complémentaire
- allongement de la durée de validité du certificat médical pour pratiquer un sport

> DÉCEMBRE 2016

- déploiement de France Connect, système d'identification unique pour les sites publics
- demande de procuration de vote en ligne

> JANVIER 2016

- dématérialisation de la déclaration des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
- déclaration préalable pour les travaux de moins de 40 m² dans les zones disposant d'un plan local d'urbanisme
- allègement des obligations statistiques pour les TPE

> JUIN 2016

- permis environnemental unique

> JANVIER 2017

- factures dématérialisées acceptées par tous les acteurs publics

> JUILLET 2017

- généralisation de la Déclaration sociale nominative (DSN)

S

SIMPLIFICATION

gouvernement.fr/simplifier-transformer
simplification.modernisation.gouv.fr

Depuis mars 2013, le « choc de simplification » est en marche. L'enjeu concerne aussi bien les entreprises que les particuliers. Simplifier répond à une double exigence :

• **économique** : lever les freins à l'investissement et à l'embauche, c'est agir pour l'emploi et la croissance ;

• **démocratique** : l'objectif est aussi de créer, pour chaque Français, des rapports plus transparents, plus proches et plus efficaces avec l'administration.

La simplification fluidifie les démarches et les procédures, sans déréguler ni remettre en cause les protections ou les droits essentiels.



MES-AIDES.GOUV.FR

mes-aides.gouv.fr est un simulateur qui permet à chacun de connaître ses droits aux prestations sociales et d'en estimer le montant. Facilement accessible et simple d'utilisation, il permet également d'entamer les démarches en ligne.

Périmètre concerné :

- Aide pour une complémentaire santé (ACS) ;
- Allocations familiales ;
- Aides au logement ;
- Allocation de soutien familial ;
- Allocation supplémentaire d'invalidité ;
- Allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) ;
- Allocation de solidarité spécifique (ASS) ;
- Bourse de collège ;
- Bourse de lycée ;
- Complément familial ;
- Couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) ;
- Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) ;
- Paris logement familles ;
- Revenu de solidarité active (RSA)

2 MINUTES
pour estimer vos droits



DÉCLARATION SOCIALE NOMINATIVE (DSN)

La déclaration sociale nominative est un nouveau système de transmission unique et dématérialisée qui permet de générer et transmettre en une fois l'intégralité des déclarations sociales de chaque salarié. Fin 2015, 175 000 entreprises employant 10 millions de salariés ont été raccordées. Le dispositif sera généralisé à toutes les entreprises au 1^{er} juillet 2017.

TEMPS GAGNÉ

1 JOUR À 1 SEMAINE
par an pour les TPE

6 À 36 JOURS
par an pour les PME

0,2 À 8 ÉQUIVALENTS TEMPS PLEIN (ETP)
pour les grandes entreprises

WWW.GIP-MDS.FR



MPS ET APS, DEUX DISPOSITIFS DU PROGRAMME DITES-LE-NOUS UNE FOIS

Le Marché public simplifié (MPS) permet à une entreprise de répondre à un marché public avec son seul numéro de SIRET.

300 000 ENTREPRISES CONCERNÉES

2 HEURES PAR MARCHÉ
de gain de temps pour l'entreprise

L'Aide publique simplifiée (APS): depuis avril 2015, grâce à leur seul numéro de SIRET, toutes les entreprises peuvent connaître l'intégralité des aides et subventions publiques auxquelles elles ont droit et effectuer une demande de manière plus simple et efficace.



TITRE EMPLOI SERVICE ENTREPRISE (TESE)

Le TESE est un dispositif qui simplifie les formalités liées à l'emploi d'un salarié et fait gagner du temps à l'entreprise dans sa gestion administrative. L'adhésion et les déclarations se font en ligne. L'objectif est de favoriser ainsi l'embauche et la création d'entreprise.

POUR TOUTES LES ENTREPRISES DE MOINS DE 20 SALARIÉS :

1 DOCUMENT pour effectuer les formalités d'embauche
DÉCLARATION aux organismes de protection sociale
RÈGLEMENT pour les cotisations de protection sociale

LA PRODUCTION du bulletin de paie



QUAND L'ADMINISTRATION NE DIT PAS NON, C'EST OUI

Le principe du « silence vaut accord » garantit à chaque citoyen, à chaque chef d'entreprise s'adressant à une administration que sa demande sera traitée rapidement. Si l'administration ne répond pas dans les temps, c'est qu'elle donne son accord.

1 200 PROCÉDURES DE L'ÉTAT sont désormais soumises à la règle du « silence vaut accord »

270 NOUVELLES PROCÉDURES pour les collectivités territoriales et les organismes de sécurité sociale



GUICHET UNIQUE NATIONAL

Le Guichet unique national du dédouanement (GUN) vise à dématérialiser et à centraliser auprès d'un seul interlocuteur – la douane – l'ensemble des formalités liées aux opérations d'importation ou d'exportation.

La dématérialisation des formalités réduit les barrières à l'échange, tout en favorisant un contrôle plus efficace des opérations d'import-export des marchandises sensibles.

100 % DES DOCUMENTS d'ordre public seront dématérialisés à l'horizon 2018



SIMULATEUR DU COÛT D'EMBAUCHE

Le simulateur du coût d'embauche est une ressource ouverte et en ligne de calcul des cotisations sociales en France.

Il fournit aux employeurs et à l'ensemble de l'écosystème (administrations, organisations patronales, incubateurs, associations d'aide à la création d'entreprises, etc.) une estimation fiable, simple, claire et gratuite du coût d'embauche.

S

SIMPLIFICATION

LA SIMPLIFICATION EN MARCHÉ

FÉVRIER 2016